

POINT DE MIRE

HAM : Une fin tragique

En un clin d'œil, toute la mémoire de la régulation des médias a été soufflée. Plusieurs centaines de milliers de dollars laborieusement investis dans l'infrastructure et le fonctionnement de l'instance de régulation des médias engloutis. Du coup aussi, des centaines de travailleurs se sont retrouvés sur les carreaux. En ce matin du vendredi 28 juillet 2006, le Président de la haute Autorité des médias (HAM), Modeste Mutinga n'avait que ses yeux pour pleurer l'œuvre auquel il avait fini par s'identifier.

Dans la foulée de la fureur qui a saccagé, pillé et incendié la HAM, les dégâts collatéraux n'ont pas épargné cette autre institution d'appui à la démocratie, l'Observatoire National des Droits de l'Homme, qui a eu le malheur de se retrouver là, au mauvais endroit et à un mauvais moment.

Nul doute que la HAM a été visée pour ce qu'elle était, et pour ce qu'elle paraissait être. Avec la CEI (Commission électorale indépendante), elle semblait être une institution la plus controversée de toutes parmi les institutions d'appui à la démocratie. On rappelle ses bras de fer récurrents avec le Ministère de la presse et Information. On rappelle également ses conflits de compétence avec l'Observatoire des médias congolais (Omeç).

Sous des prétextes souvent fallacieux, et ployant manifestement sous le poids des pressions politiques, la HAM vient de pousser le bouchon loin en annonçant la suspension des émissions à téléphones ouvert, ainsi que les reportages en direct et des faux directs des matches populaires ou toute autre manifestation publique à caractère politique. Une fois de plus cette décision a soulevé une levée de bouclier générale dans la profession. Non seulement parce qu'aucune disposition légale ou déontologique n'autorise à un gouvernement, ni à une institution publique, fut-elle l'instance de régulation des médias de s'ingérer dans la manière de traiter l'information ; mais aussi parce que la période électorale n'est pas une période exceptionnelle qui mériterait des mesures exceptionnelles de restriction des libertés constitutionnelles.

Le combat, certes noble, mené par la HAM contre le « discours d'incitation à la haine ou à la violence » a fait beaucoup de victimes dans les médias et mis souvent la HAM en porte à faux avec la profession. On réalise, sur la tard, que cette haine et cette violence étaient déjà dans l'homme de la rue. Au plus fort de la répression , et de la vague des sanctions, d'interdictions et de suspension des chaînes de radios et de télévision ainsi accusés, à tort ou à raison, JED dû aller à la rencontre de la HAM pour la « supplier » d'arrêter la dérive répressive qui s'abattait sur des médias indépendants dont la vocation première est justement d'être libre. Mais Mutinga, le bon vieux Modeste, a eu tort d'avoir toujours raison tout seul. La Haute Autorité des médias a souvent péché par un excès d'autorité et un abus de pouvoir, en voulant faire le bonheur des gens à leur place et bien malgré eux. Mais les voyous qui ont précipité sa mort n'auront jamais raison de justifier leur acte de vandalisme.

Tshivis T.

www.jed-afrique.org

Ce journal mural est réalisé avec l'appui financier du GRET avec les fonds de l'Union Européenne et du Canada.

Les opinions exprimées dans les différents articles sont de la seule responsabilité de JED

Elections en RDC

La guerre des nerfs...
prélude au « tsunami » qui menace le Congo?

Q'on l'aime ou qu'on ne l'aime pas, l'Abbé président de la Commission Electorale indépendante (CEI) semblait avoir gagné un pari risqué, celui d'organiser les doubles élections présidentielles et législatives à la date dite du 30 juillet 2006. Au décompte, observateurs nationaux et internationaux, n'ont pas tari d'éloges pour le peuple congolais dont tous reconnaissent subitement la « maturité politique ».

Restait pour Malu Malu à gagner la mère de cette bataille électorale, et qui concerne la transparence des opérations depuis la publication du taux de participation jusqu'à la publication des résultats en passant par le dépouillement et la compilation des voix. C'est ce défi de la transparence qui conditionne tout le reste. C'est à dire l'acceptation ou le rejet des résultats par le plus grand nombre, et par ricochet, la paix ou le « tsunami » tant redouté.

La bataille des chiffres par médias interposés, et qui met les nerfs à vif dans la rue, traduit ni plus ni moins le manque de confiance dans la CEI qui n'a rien fait ou presque pour se laver d'une injuste réputation, celle d'être un instrument politique à la solde des intérêts inavoués.

Mais tout le monde sait également que si en théorie, c'est la CEI qui organise, il n'y a nul doute en vérité que dans la pratique c'est la Communauté internationale, via le CIAT (Comité international d'accompagnement

de la Transition) et la Monuc qui pilote tout. Les mauvaises langues diraient, qui dicte tout. Les mêmes mauvaises langues, si elles en sont, soupçonnent la Communauté internationale rs



Image de désolation après le pillage des bureaux de la HAM (Photo JED)

d'avoir déjà jeté son dévolu sur un candidat, son candidat, qu'elle chercherait à tout prix à imposer, y compris au prix d'une implosion que les forces de l' « Eufor » se promettent de vite contenir et de « mater les fauteurs des troubles ».

Une semaine après les scrutins, et à une semaine de l'annonce des résultats, la tension était à son comble alimentée par les rumeurs et les surenchères les plus folles. Aux

informations sur les irrégularités constatées le jour des scrutins et les fraudes massives enregistrées les jours qui ont suivi, se sont succédés des faits plus précis dont la perte des

fichiers électoraux, l'incendie de certaines urnes contenant des bulletins en faveur de certains candidats... Et pour couronner le tout, 6 agents électoraux pris en flagrant délit de falsification des procès verbaux des bureaux de vote ont été arrêtés et jetés au cachot du Parquet près le tribunal de grande instance de Kinshasa/gombe. Dans un article paru dans l'édition du monde du 10 août 2006 sous le titre « Au

Congo, le décompte des voix favorable à Joseph kabila, n'écarte pas le risque de tension, Jean-Philippe Rémy décrit ce qui se passe : « depuis, le long travail de compilation est en cours alors qu'apparaissent des irrégularités qui ne sont pas seulement dues aux difficultés logistiques uniques d'un pays grand comme l'Europe de l'Ouest et dépourvus des grands axes routiers. Dans plusieurs centra de compilation de Kinshasa, le capitale, des bulletins ont été déchargées à même le sol et mélangés. A Ndjili, à l'Est de la capitale, des bulletins ont même été détruits dans un bûcher énigmatique, rendant tout recomptage impossible. Ici, des observateurs ont surpris et photographiés des agents de la Copmmissions électorale indépendante (CEI) en train de maquiller des procès verbaux des bureaux de vote. Là, un score de 110%, au Katanga, la province méridionale, montre que la gestion des nombreuses listes d' « omis » pourrait être utilisée pour d »éventuelle fraude ».

Face à des imparables preuves de tricherie et de manipulation des résultats, le président de la CEI a promis d'ouvrir une enquête qui, si elle devait effectivement être menée, devrait ouvrir une véritable boîte de pandores, et conforter la position des acteurs congolais de premier rang qui d'ores et déjà ont annoncé qu'ils ne reconnaîtraient pas les résultats qui seront annoncés ou appelé à la reprise des opérations de vote dans certaines provinces qui on enregistré les cas les plus frappants d'une « fraude systémique ».

Restera une question de conscience à la Communauté internationale, celle de sa savoir à quoi aura servi de dépenser autant de temps, d'énergie et d'argent pour parvenir à la stabilité d'un pays, et qui conditionne celle de la vaste région des Grands Lacs, si au lendemain de la proclamation des résultats des élections largement contestées par le plus grand nombre,la RDC doit sombrer, pour des années encore, dans une grande anarchie.

Tshivis T.

KIOSQUE

Politisés et manipulés, les journalistes de R-dC,ces petits soldats des causes inconnues

Aussitôt que le présentateur vedette a lu son journal à la station télé ou radio et vanté son bienfaiteur, il se précipite chez celui-ci pour partager un verre et se faire remettre de l'argent avant de savoir quel sera le titre du prochain éditorial et contre qui. On comprend l'imbroglie de l'après-élections et l'incapacité de la HAM de se faire entendre dans le pays.

«Cela fait mal de le dire. Mais il faut avoir le courage de le reconnaître: notre confrère n'est pas mort du fait de la presse»

C'est un journaliste étranger en visite à Kinshasa qui le déclare au «Soft International». Il parle de l'assassinat à Kinshasa du journaliste Franck Kangundu Ngycke et de son épouse Hélène Mpaka. Tout récemment, un journaliste, Bapuwa, écrivant pour plusieurs journaux dont «le Phare» et «le Potentiel» a été trouvé mort, assassiné dans sa chambre à coucher.

UN REEL DANGER

Peu de jours avant, il avait reçu des menaces de mort. Contrairement à ce qui s'est passé pour Franck, cette fois, JED, Journalistes en danger, partenaire r-dcongolais de RSF, Reporters sans frontières, ne paraît pas avoir entrepris une enquête citoyenne. L'ONG a pourtant plongé dans les derniers articles publiés par le journaliste, un ancien opposant au régime de l'Afdl, travaillant jadis pour le magazine franco-camerounais «Jeune Afrique Économie». Bapuwa est-il mort des faits de presse? Ses derniers articles ne sont que des analyses... objectives. Aucune enquête, aucune découverte qui aurait conduit un tueur sur son chemin, avouent en choeur les journalistes. les journalistes r-dcongolais meurent-ils du fait d'activités extra-professionnelles? La période électorale est un

moment de grande communication et nombre de journalistes ont été mis à l'épreuve à cette occasion. Signe: la mise à sac de la HAM, la Haute Autorité des Médias, jeudi 27 juillet à la veille de la clôture de la campagne électorale. Mais un analyste dont les propos ont été repris par «le Soft International» (édition en ligne datée du 28 juillet) est sans équivoque. «C'est d'abord un manque de légitimité professionnelle et une absence de consensus



Manifestations des journalistes de Kinshasa après l'assassinat de l'un des leurs. (Photo Shako)

qui ont été visés» dans le pillage de la HAM.«La HAM travaillait trop en vase clos et le public, dans un climat de tout contestation, ne comprenait pas toujours ses décisions», ajoute-t-il.

«Nous avons subi un test et je crois que les autorités et dirigeants congolais ont réussi ce test», se félicitait Ross Mountain, coordinateur des Nations Unies en charge de la supervision des élections en R-dC. S'il qualifie les décès d'«absolument tragiques et évidemment préoccupants», il explique que la police r-dcongolaise a «joué son rôle avec professionnalisme».

Il est vrai que les journalistes r-dcongolais n'ont souvent de journaliste que le nom. Tous sont des attachés de presse dans des cabinets ministériels, au sein des partis politiques voire

dans des entreprises publiques desquels ils vivent

Alors qu'un journaliste digne de ce nom doit tirer la plus large part de sa recette de son métier de journaliste, en R-dCongo, les journalistes, même des présentateurs vedette, vivent avant tout de ce qu'ils gagnent «ailleurs»

«Aussitôt après avoir présenté son journal et vanté son bienfaiteur, le journaliste va boire un

verre avec son sponsor», assène un observateur. On comprend mieux l'imbroglie de l'après-élections et l'incapacité de la HAM de se faire entendre. Un invité - sans doute un officier militaire - interviewé mercredi 2 août par un présentateur amusé sur la chaîne CCTV de Jean-Pierre Bemba Gombo, pouvait ainsi mettre au défi la HAM d'interdire la CCTV. «Il l'interdirait ce Mutinga, est-ce que la CCTV lui appartient-elle?» Puis de proférer des menaces à l'endroit de Digital tv et de la radio onusienne Okapi, aidé par le journaliste ou ce qui en était...

«Il est temps qu'on s'en occupe de

cette Digital et de cette Okapi», a pu ainsi déclarer ce curieux invité à qui le micro a longuement été accordé. ble du fait des contestations attendues.

Les journaux de presse écrite à Kinshasa n'ont aucun consensus, même dans la narration des faits. Une presse sans moyen, sans réseau de correspondants, une presse bien nombreuse mais sans justification économique, n'étant prise en charge par aucune agence de presse, se publie journellement, sur base souvent de rumeurs ou d'éditoriaux rédigés dans d'officines politiques. Elle permet certes d'initier la démocratie. En attendant, elle constitue un danger pour la démocratie en dehors d'une action d'accompagnement, une action de pédagogie, une action d'État.

(LE SOFT INTERNATIONAL ÉDITION PAPIER DATÉE 4 AOÛT)

ALERTE

Une fausse information peut coûter 9 mois de prison

Les prisons congolaises sont désormais vides de journalistes. Le dernier, Patrice Booto, éditeur du journal « Le Journal » a quitté le Centre Pénitentiaire et de Rééducation de Kinshasa (CPRK), le jeudi 03 août 2006 vers 18 heures après avoir passé 9 longs mois de détention. Au lendemain de son arrestation par les



Patrice Booto, Editeur de "Le Journal"

Services spéciaux de la police après des semaines de cavale, il avait reconnu, devant la défunte Cour des Sûreté de l'Etat (CSE) avoir publié une fausse information sur le fameux « don de 30 millions de dollars américains de la RDC remis au secteur éducatif de la Tanzanie ».

En désespoir de cause après la mort de la CSE, il a été conduit devant le tribunal de Grande instance de Kinshasa Kalamu qui l'a condamné, en appel, à 6 mois de prison et au paiement de 500 dollars d'amendes. Booto a eu la liberté sauve pour avoir déjà passé 9 mois derrière les barreaux.